

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 263/01

ÉFAI – 010677 – AMR 13/021/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

ARGENTINE Olga Luquez (f) et sa famille

Londres, le 18 octobre 2001

Le fils d'Olga Luquez est mort après avoir été blessé par balle par des fonctionnaires du poste de police de Tropero Sosa, dans la province de Mendoza, le 1^{er} octobre 1999. Cette femme mène campagne pour que justice soit faite depuis le décès de son fils, et des fonctionnaires de ce poste de police l'ont menacée à plusieurs reprises en personne et par téléphone. Ces menaces ont récemment pris un tour plus alarmant, et Amnesty International pense qu'Olga Luquez et ses proches sont en grand danger.

Le 17 septembre 2001, elle a participé à une émission régionale d'actualités télévisées, afin de marquer l'anniversaire de la mort de son fils. Plus tard dans la journée, un policier de Tropero Sosa l'a abordée dans un bus et a sorti son arme à feu pour l'intimider.

Des amis de la famille ayant également pris part à l'émission ont apparemment reçu des menaces de mort. D'après les informations recueillies, certains ont été emmenés aux fins d'interrogatoire par la police, et se sont vu déclarer : « *Vous devriez arrêter de faire chier [la police], parce que vous allez vous foutre dans la merde.* »

Quand Olga Luquez a emmené sa fille à l'école le matin du 11 octobre 2001, une voiture de patrouille de la police les attendait dans la cour de l'école. Des policiers armés sont descendus du véhicule à leur arrivée, et sont partis lorsque Olga Luquez et sa fille sont entrées dans l'école. La direction de l'établissement d'enseignement lui a déclaré ultérieurement que personne n'avait appelé la police.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Roberto Agustín Luquez, âgé de dix-sept ans, marchait dans la rue avec un ami quand trois policiers sont apparemment descendus d'une voiture de patrouille et se sont approchés d'eux comme s'ils voulaient les appréhender. Les deux adolescents se sont alors enfuis en courant, car ils n'avaient sur eux aucune pièce d'identité. Roberto Agustín s'est réfugié chez un voisin. Les policiers l'ont suivi à l'intérieur et ont ouvert le feu sur lui avec un fusil chargé de projectiles en caoutchouc. Trois d'entre eux lui ont perforé un poumon. L'adolescent a été hospitalisé mais il est mort seize jours plus tard.

Un des policiers a été inculpé d'homicide involontaire. Les deux autres membres des forces de l'ordre mis en cause n'ont pas été inclus dans le champ de l'information judiciaire ouverte à la suite de la mort de Roberto Agustín. Les investigations ayant traîné en longueur et s'étant heurtées à un certain nombre d'obstacles, Olga Luquez insiste auprès des autorités pour que l'enquête suive son cours.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité d'Olga Luquez, qui a apparemment été menacée par des fonctionnaires du poste de police de Tropero Sosa, ainsi que par celle de ses proches et de leurs amis ;

– exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures pour protéger la famille Luquez et ses amis, et à veiller à ce qu'ils puissent poursuivre leurs investigations sur l'homicide de Roberto Agustín Luquez sans être harcelés ni intimidés ;

– demandez instamment que soit ouverte sans délai une enquête approfondie sur les menaces dont ils font l'objet, que les conclusions en soient rendues publiques, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– demandez quels résultats ont été obtenus jusqu'ici dans le cadre de l'information judiciaire ouverte sur l'homicide de Roberto Agustín Luquez.

APPELS À :

Autorités de la province de Mendoza :

Ministre de la Justice et de la Sécurité de la province de Mendoza :

Ministro de Justicia y Seguridad de la Provincia de Mendoza
Dr. Leopoldo Manuel Orquín
Salta 672, Godoy Cruz
5501 Mendoza, Argentine

Télégrammes : Ministro Justicia, Provincia Mendoza, Argentine

Fax : + 54 261 449 9083

Formule d'appel : *Sr. Ministro, /* Monsieur le Ministre,

Gouverneur de la province de Mendoza :

Sr. Gobernador de la Provincia de Mendoza
Sr. Roberto Iglesias
Casa de Gobierno, 5500 Mendoza
Argentine

Télégrammes : Gobernador, Provincia Mendoza, Argentine

Fax : + 54 261 449 2142 / + 54 261 449 2143

Formule d'appel : *Sr. Gobernador, /* Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Autorités nationales :

Ministre argentin de la Justice et des Droits humains :

Sr. Ministro de Justicia y Derechos Humanos
Dr. Jorge de la Rúa
Ministerio de Justicia y Derechos Humanos
Sarmiento 329, 5o. Piso
1041 Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Ministro Justicia, Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 11 4328 5395 / 6039

Formule d'appel : *Sr. Ministro, /* Monsieur le Ministre,

Ministre argentin des Affaires étrangères :

Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio
Internacional y Culto
Sr. Adalberto Rodríguez Giavarini
Ministerio de Relaciones Exteriores
Esmeralda 1212 (C1007 ABP)
1003 Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Ministro Relaciones Exteriores, Buenos Aires,
Argentine

Fax : + 54 11 48 19 76 19 / 20

Formule d'appel : *Sr. Ministro, /* Monsieur le Ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 28 NOVEMBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*